

Sivens : le barrage de la discorde





Jean-Claude
Souléry

éditorial

BESOINS

La pipistrelle mérite notre sympathie. Cette espèce protégée de chauve-souris est une amie de l'homme puisqu'elle consomme quotidiennement des kilos de moustiques. De même, le petit et le grand murin pourraient, en tant qu'êtres vivants, susciter de notre part un minimum de solidarité...

Mais que dire des hommes et des femmes qui travaillent la terre, petits céréaliers, producteurs de fruits, de légumes et de cultures fourragères ? Eux aussi partagent un espace naturel qu'il faut protéger ; ils forment une corporation qui a droit à notre solidarité ; enfin, personne ne niera que l'agriculture est, dans son acception générale, une indispensable amie de l'homme.

Et nous voilà à la croisée de nos deux sympathies ! Quand il s'agit, pour les besoins de la communauté, de transformer une part de nature sauvage en nature aménagée, les affrontements nous ramènent aux fondements de toute activité humaine. L'économie, qu'elle soit industrielle ou agricole, a toujours assujéti cette part de nature, faune et flore mêlées, pour façonner le monde selon les besoins vitaux de l'homme.

C'est la base de ce qu'on a appelé – pour faire simple – « le progrès ».

Le barrage de Sivens, dans le Tarn, en est un petit exemple parmi tant d'autres. Nous ne dirons pas ici qu'il faut choisir entre l'agriculteur et la pipistrelle, ce serait sans doute démagogique, et, pour tout dire, l'affaire serait vite tranchée. Il faut, bien sûr et d'abord, que vive l'agriculteur.

Le bassin Adour-Garonne, qui gère un vaste es-

pace allant du Tarn à la Charente et jusqu'au Pays basque, a pour mission première d'imaginer et d'organiser la gestion de l'eau. Une mission considérable lorsqu'on sait la valeur que représente – et que va représenter dans les décennies à venir – cette richesse épuisable. Les besoins en eau s'accroissent chaque année sur la terre, une partie de l'humanité est scandaleusement privée d'eau potable, sans compter les paysans « sans goutte » qui deviennent des paysans sans terre. **Pour en revenir à notre barrage, sachons que l'irrigation nécessite dans ce grand Sud-Ouest français 69 millions de mètres cubes supplémentaires d'ici une dizaine d'années.** Des projets ont été, depuis longtemps, avancés, proposés, parfois même votés, puis se sont évaporés pour cause de contestations et de recours divers. Le barrage de Sivens n'est pas une réalisation hors normes, un barrage « à la chinoise ». Il fait partie de ces ouvrages relativement modestes qui sont devenus indispensables à l'aménagement de nos territoires ruraux – les agriculteurs le souhaitent et les élus locaux approuvent.

Et pourtant une contestation obstinée veut faire barrage au barrage. Elle mobilise à la fois des écologistes tatillons, des militants pour « une autre agriculture » (?) et surtout des agitateurs professionnels pour qui Sivens serait une aubaine comme l'a été le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Un sens minimum des responsabilités impose que le chantier de Sivens se poursuive. Et sans débordement.

27.10.14



Jean-Claude
Souléry

éditorial

MORT À SIVENS

Mourir à 21 ans dans la forêt de Sivens. Mourir pour faire barrage à un barrage. La mort de ce jeune homme est par principe déplorable, quand bien même nous n'en connaissons pas toutes les circonstances. Elle va toutefois autoriser ceux qui contestent le projet d'en demander la suspension immédiate – tout en dénonçant la répression policière, ce que, sans doute exagérément, José Bové appelle la « *violence invraisemblable* » des forces de l'ordre.

Il est certain qu'au lendemain de cette mort, l'émotion entre de plain-pied dans un débat empoisonné depuis plusieurs mois par une sorte de « *guérilla* » des bois qui s'attaquait physiquement à un projet d'irrigation pourtant soutenu par les élus locaux et les instances agricoles.

Mais qu'un des leurs ait succombé sur les lieux mêmes de l'affrontement, voilà qui permet aux écologistes d'opposer un symbole douloureux à la face aux autorités ; voilà qui donne surtout prétexte aux plus radicaux de poursuivre et d'amplifier une agitation qui, chaque jour, se fait de plus en plus violente.

D'abord contenu dans les limites d'une contestation locale, Sivens est en effet devenu avec le temps, et notamment depuis le début des travaux de déboisement le 1^{er} septembre dernier, un abcès de fixation pour les écologistes, un champ de bataille pour des anarcho-professionnels avides d'en découdre avec le pouvoir

– au même titre que le fut l'aéroport de Notre-Dame des Landes dont le projet avait été « gelé » voici deux ans sous la pression des manifestants.

L'émotion qui désormais saisit la vallée du Tescou ne saurait pourtant occulter une réalité : un barrage comme celui de Sivens – dont les premières études remontent à 2005 – participe à l'aménagement de nos territoires ruraux. Les besoins en eau s'accroissent chaque année, notamment dans une région où de très nombreux agriculteurs subissent par ailleurs les effets d'une crise qui ravage tant d'exploitations. Il ne s'agit pas ici d'opposer aveuglément ceux qui prônent on ne sait quelle agriculture « *productiviste* » contre ceux qui militent pour « *une autre* » agriculture, mais de comprendre que, dans une dizaine d'années, l'irrigation de ce grand Sud-Ouest français nécessitera 60 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires – et qu'il est nécessaire de s'y préparer. **Pour atténuer les oppositions frontales entre partisans et adversaires du barrage de Sivens, la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, avait commandé à deux experts un rapport** qui sera connu aujourd'hui. Il ne devrait satisfaire personne puisque, tout en admettant que le projet est « *surdimensionné* », ces mêmes experts concluent que les travaux peuvent continuer. Un rapport entre deux eaux n'est jamais suffisant pour éteindre ce genre d'incendie.

28.10.14

éditorial

Jean-Claude
SouléryUNE CAUSE
PRISE EN OTAGE

La mort de Rémi, ce jeune écologiste passionné de botanique, une mort tellement absurde, tellement injuste, a bousculé en un instant tout ce qui pouvait se dire et s'écrire sur ce barrage de Sivens. Sous l'effet de l'émotion, le débat sur l'utilité – ou non – de cet ouvrage d'irrigation est renvoyé au second plan. Une seule question, compréhensible et humaine, mobilise la préfecture, les militants écologistes et l'inspection générale de la gendarmerie : que s'est-il vraiment passé durant la nuit dans cette forêt déboisée de Sivens qu'éclairaient les projecteurs des gardes mobiles ? La justice doit une réponse claire aux parents de Rémi.

En revanche, ce qu'on peut dénoncer au grand jour, c'est l'organisation méthodique de la violence par des groupes autonomes – extrémistes d'on ne sait quel bord –, dont l'unique idéologie est d'en découdre avec tout ce qui fait autorité. Nous sommes loin du combat pour les zones humides et les espèces protégées. Leur stratégie ? La confrontation physique qui appelle en retour la répression afin de pouvoir *a posteriori* dénoncer l'« État assassin » – et poursuivre le cycle infernal jusqu'à un point de non-retour. Ces groupes casqués, cagoulés, chargés de pierres et d'engins incendiaires, on les a vus arriver sur place, prendre successivement pour cible le chantier du barrage, les policiers qui le protégeaient, puis, se repliant en ville, sacquer au hasard les places de Gaillac et, hier encore, d'Albi.

Leur but ? Rendre tout dialogue impossible, démontrer l'inutilité de tout compromis avec les pouvoirs publics. Il est évident que le mouvement écologiste n'est pas responsable d'aussi graves débordements.

Par contre, il est évident, de Notre-Dame des Landes à Sivens comme autrefois lors des luttes antinucléaires, que la cause écologique sert de prétexte aux professionnels de la casse organisée. Leur cause est prise en otage – aux écologistes de s'en libérer.

l'essentiel

Gaillac, Albi, le projet de barrage au pied de la Forêt de Sivens déclenche des violences dans tout le nord du Tarn depuis le décès samedi soir d'un opposant sur le site du Testet.

Après Gaillac, dimanche soir, c'était au tour d'Albi, hier après-midi, de connaître des actes de violences d'une rare intensité au cœur de son centre-ville. Si le calme est revenu dans la soirée, pendant plus de deux heures, les forces de l'ordre se sont affrontées à la partie la plus extrême des manifestants présents hier dans la ville préfectorale. Les violences que la forêt de Sivens connaît depuis plusieurs mois ont ainsi gagné la ville préfecture du Tarn, en se radicalisant, après la mort dans la nuit de samedi à dimanche d'un opposant au barrage. Des violences qui n'ont plus grand-chose à voir avec l'opposition à un projet jugé inutile et coûteux ni avec la préservation de l'environnement.

Les affrontements se sont ensuite déplacés vers la place du Vigan sous le regard incrédule des habitants.

Comme à Gaillac, dimanche, des banques situées sur les lices ont été visées. Les CRS ont réagi à coup de grenades lacrymogènes. Les échauffourées, parfois violentes, ont eu lieu entre le tribunal et la préfecture.

Pourtant, tout avait débuté dans le calme, malgré la tension palpable, lorsqu'une centaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture. C'est là que les experts envoyés par la ministre de l'Écologie rendaient compte de leur rapport sur le projet du barrage. À ce moment-là, il était surtout question de rendre hommage à Rémi Fraisse. Peu à peu, le nombre de manifestants a grossi puis s'est dirigé vers le tribunal où le procureur de la République présentait les résultats de l'autopsie. Mais



Des heurts violents ont opposé hier devant le tribunal d'Albi les

le cordon de CRS a bloqué la manifestation à hauteur de la rue Hippolyte-Savary. Dès lors, la situation a dégénéré. Des groupes ont accédé au jardin national d'où ils ont lancé les pavés qui étaient à disposition sur un chantier, sur les forces de l'ordre. Les affrontements se sont ensuite déplacés vers la place du Vigan sous le regard incrédule des habitants. Hier soir, le calme semblait revenu. Mais les interrogations demeurent sur la façon dont les événements vont se dérouler dans les jours qui viennent. Aujourd'hui, le procureur devrait à nouveau donner des précisions sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse.

Au pied de la forêt ne devrait pas rester. Le président démissionnaire, hier, que l'on avait permis un des travaux. Mais tenue d'eau n'est même si les précipitations devront être prises en compte. Les experts, le changement climatique, pour revenir en arrière, s'il existe une possibilité de situation incertaine des experts bases du projet on

La Dépêche 1.11.14



Jean-Pierre
Bédier

éditorial

GÂCHIS

Le barrage de Sivens n'avait rien d'un projet pharaonique. Pourtant il est devenu une affaire nationale. Et surtout une succession de gâchis.

Sur le plan humain d'abord. Cette cause ne valait pas la mort d'un homme. Même au nom de l'écologie.

Gâchis aussi sur le plan de la gestion par les autorités de ce type de mouvement infiltré par les casseurs. Depuis l'affaire de Notre-Dame-des-Landes, la contestation s'est radicalisée et prend la forme d'une guérilla méthodiquement organisée que les pouvoirs publics ne parviennent pas à maîtriser.

Gâchis aussi pour les écologistes qui, s'ils ne peuvent être assimilés à ces extrémistes violents, auraient tout intérêt à prendre des dispositions afin de ne pas se laisser déborder par ces individus aux cagoules noires, ces «*blacks blocs*» mus par leur haine des multinationales et des forces de l'ordre.

Gâchis aussi pour les élus locaux, contraints de «*suspendre*» un projet qu'ils avaient adopté à une écrasante majorité. Ils se trouvent fragilisés et désemparés au point de s'en remettre à l'État. Un paradoxe au moment où le gouvernement s'efforce de mettre en place une réforme territoriale qui se veut une nouvelle étape de la décentralisation. En appelant

à «*mettre en œuvre les préconisations des experts*» qui recommandent de poursuivre le projet tout en réduisant le volume d'eau voué à l'irrigation afin d'en diminuer l'impact environnemental, le Conseil général du Tarn reconnaît en partie que l'étude sur laquelle il s'était basé pour décider de la construction du barrage comportait des failles. Sa sage décision d'interrompre le chantier a le mérite d'apaiser le climat. Elle ne garantit pas pour autant le départ des manifestants, si on se réfère à la ténacité avec laquelle continuent à s'incruster des irréductibles à Notre-Dame-des-Landes.

Sivens risque de devenir un nouveau kyste de contestation durable. Voilà le gouvernement embarrassé par l'irruption d'une affaire qui n'était pas de son ressort initialement et qu'il sera obligé de trancher.

Ségolène Royal devrait passer un week-end sous pression avant de recevoir les protagonistes de cet épineux dossier mardi. Quant à Bernard Cazeneuve, il va devoir gérer encore des manifestations à haut risque aujourd'hui et demain. Sivens projette violemment sur le devant de la scène les conditions de décision des projets d'aménagement du territoire. Aux écologistes, aux élus et à l'État de trouver les procédures afin que ne se reproduisent plus de tels gâchis.



Pour voir le flash info vidéo de La Dépêche

